



Bureau des Pensions

Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite

Fiche thématique

FONCTIONNAIRES - OPA

Mise à jour : 19/07/2012

DÉPARTS ANTICIPÉS AU TITRE DES CARRIÈRES LONGUES ***ARTICLE L.25 BIS DU CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE MODIFIÉ PAR*** ***L'ARTICLE 43 DE LA LOI N°2010-1330 PORTANT RÉFORME DES RETRAITES*** ***DÉCRET N°2010-1748 DU 30 DÉCEMBRE 2010 MODIFIÉ PAR DÉCRET N°2012-847 DU 2 JUILLET 2012***

**Le dispositif est également applicable aux fonctionnaires territoriaux
ainsi qu'aux ouvriers des établissements industriels de l'État**

Le dispositif du départ anticipé au titre d'une carrière longue est maintenu, mais un certain nombre de conditions sont modifiées :

- extension aux fonctionnaires ayant commencé à travailler avant l'âge de **20 ans**
- **seule la durée d'assurance cotisée** est prise en compte pour l'appréciation du bénéfice du dispositif (les bonifications et majorations de durée d'assurance ne sont plus retenues)

Conditions de durée d'assurance cotisée en début de carrière :

Il faut

- soit une durée d'assurance cotisée d'au moins 5 trimestres à la fin de l'année au cours de laquelle est survenu le 16ème, 17ème ou 20ème anniversaire,
- soit, si le fonctionnaire est né au cours du 4ème trimestre et ne remplit pas la condition des 5 trimestres, une durée d'assurance cotisée d'au moins 4 trimestres **à la fin** de l'année au cours de laquelle est survenu le 16ème, 17ème ou 20ème anniversaire.

* Ces dispositions sont applicables à toutes les demandes de retraite anticipée dont la date d'effet se situe à compter du **1^{er} novembre 2012**.

L'année de référence pour le calcul de la pension est celle de l'ouverture des droits, quelle que soit la date de départ au titre de ce dispositif.

Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite

I - Conditions à remplir à compter du 1^{er} novembre 2012

Date de naissance	Age de départ « commun »	Durée des services et bonifications requis en trimestres - DSB	Age de départ anticipé	Condition de début d'activité	Durée d'assurance (DA) cotisée en trimestres
En 1952	60 ans 9 mois	164	56 ans	avant 16 ans	164 + 8 = 172
			58 ans		164 + 4 = 168
			59 ans 4 mois	avant 17 ans	164
			60 ans	avant 20 ans	
En 1953	61 ans 2 mois	165	56 ans	avant 16 ans	165 + 8 = 173
			58 ans 4 mois		165 + 4 = 169
			59 ans 8 mois	avant 17 ans	165
			60 ans	Avant 20 ans	
En 1954	61 ans 7 mois	165	56 ans	avant 16 ans	165 + 8 = 173
			58 ans 8 mois		165 + 4 = 169
			60 ans	Avant 20 ans	165
En 1955	62 ans	166	56 ans 4 mois	avant 16 ans	166 + 8 = 174
			59 ans		166 + 4 = 170
			60 ans	avant 20 ans	166
En 1956	62 ans	DSB à déterminer	56 ans 8 mois	avant 16 ans	DA + 8
			59 ans 4 mois		DA + 4
			60 ans	avant 20 ans	DA
En 1957	62 ans		57 ans	avant 16 ans	DA + 8
			59 ans 8 mois		DA + 4
			60 ans	avant 20 ans	DA
En 1958	62 ans		57 ans 4 mois	avant 16 ans	DA + 8
			60 ans	avant 20 ans	DA
En 1959	62 ans		57 ans 8 mois	avant 16 ans	DA + 8
			60 ans	avant 20 ans	DA
En 1960	62 ans		58 ans	avant 16 ans	DA + 8
			60 ans	avant 20 ans	DA



Bureau des Pensions

Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite

Fiche thématique

FONCTIONNAIRES - OPA

Mise à jour : 19/07/2012

II - Tableau récapitulatif des périodes Fonction Publique prises en compte : (tableau fourni par le SRE)

POSITIONS FONCTION PUBLIQUE	DURÉE D'ASSURANCE COTISÉE
Services civils à temps complet (stagiaire et titulaire)	100%
Services civils temps partiel ou cessation progressive d'activité	100%
Services civils à temps partiel ou cessation progressive d'activité surcotisés	100%
Service militaire national	100% plafonné à 4 trimestres
Carrière militaire (hors bonification))	100%
Solde de réforme (services uniquement)	100%
Période de scolarité dans une école militaire ayant donné lieu à un engagement et versement de cotisations	100% (à compter de la date de signature du contrat avec l'autorité militaire)
Services auxiliaires validés à temps plein	100%
Services auxiliaires validés à temps incomplet (à compter du 01/01/2004)	Durée validée
Services auxiliaires validés à temps partiel ou mi-temps	100%
Périodes de perception de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante	100%
Disponibilité	0%
Congé de fin d'activité	0%
Congé de formation	100%
Service d'élève-maître	0%
Périodes prises en compte au titre de l'article 135 de la loi de finances pour 2002 (scolarité en qualité d'élève fonctionnaire avant le 1er janvier 2011 si la période a été soumise à cotisation)	100%
Rachat de périodes d'études	1ère ou 2ème option : 100% 3ème option : 0%
Dérogation L.9-2° (congé d'inactivité pour études....)	0%
Congé de maladie, de longue maladie ou de longue durée, imputable ou non au service	100% plafonnés à 4 trimestres pour l'ensemble de la carrière
Temps partiel thérapeutique	100%
Hors cadre cotisé	100%
Hors cadre non cotisé	0%



Bureau des Pensions

Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite

Fiche thématique

FONCTIONNAIRES - OPA

Mise à jour : 19/07/2012

III – Au titre des autres régimes obligatoires de base, les trimestres réputés cotisés ne peuvent excéder pour l'ensemble des carrières :

- au titre du service national, 4 trimestres;
- au titre de la maladie (en incluant les congés de maladie statutaires), de l'inaptitude temporaire et de la maternité : 6 trimestres (ou 4 trimestres s'il n'y en a aucun au titre de la maternité);
- au titre du chômage compté comme période d'assurance, 2 trimestres.

Pour les trimestres hors Fonction Publique, seuls les trimestres portés au compte de l'assuré pourront être pris en considération.

IV – Résumé des règles

Régime au sein duquel la période est réputée cotisée	Nature de la période	Trimestres réputés cotisés Maximum	Trimestres réputés cotisés Maximum cumulé	
PCMR ou autre régime obligatoire de base	Service National	4 trimestres		
PCMR	Congé de maladie statutaire	4 trimestres	4 trimestres	6 trimestres
Autres régimes obligatoires de base	Maladie, inaptitude temporaire	4 trimestres		
	Maternité	6 trimestres		
	Chômage	2 trimestres		

Les trimestres cotisés ou réputés cotisés au titre du régime des pensions civiles et militaires ou dans un autre régime obligatoire de base sont comptabilisés dans la limite de 4 par année civile.